

La voix de l'opposition de gauche

Le 29 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

45°C à l'ombre à 15 heures à Trichitrambalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, Inde du Sud, un record ! J'ai du mérite d'actualiser le site, sans climatisation, n'est-ce pas ? Et le ciel est désespérément bleu azur et dégagé, quelle horreur, quelle vie quand même, et dire qu'on se plaint encore, c'est une honte !

Je déconne, car en réalité je ne suis pas fier, car je sais qu'on risque de se taper un gros orage et des pluies torrentielles d'ici peu, un truc genre cyclone tropical, avec comme toujours quelques dégâts matériels et d'autres désagréments, genre coupure de courant, donc il faut penser à tout en prévision, remplir le réservoir d'eau, faire des courses, etc. Mais on peut aussi être épargné comme les quatre dernières années, cela dit je n'irai pas jusqu'à avoir une confiance aveugle dans la justice de la nature, pas plus que dans celle des hommes d'ailleurs, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

Peu importe, j'ai eu des nouvelles de ma fille et de ma petite-fille, je suis un père, un grand-père comblé !

Comment, vous me preniez pour quelqu'un d'aigri, belliqueux, triste, mais je suis exactement le contraire, voyons. Sans déconner, j'ai vraiment tout ce qui me faut pour finir mes jours heureux, dans tous les domaines je suis comblé.

Vous me direz qu'il me manque tout de même le terrain pour militer. Certes, cet inconvénient pourrait être comblé en partie si j'entretenais une correspondance sérieuse ou suivi avec quelques militants ou dirigeants, mais ils n'y tiennent pas, apparemment ils ont mieux à faire,, alors qu'il en soit ainsi, je ne vais pas me morfondre pour autant. Et puis, je crois que je ne me débrouille pas si mal pour faire les questions et les réponses, n'est-ce pas ?

Cela me force à réfléchir davantage, c'est épuisant à la longue quand on a une petite tête, aussi je vais ralentir la cadence pour me consacrer à autres choses, j'ai encore des travaux à faire chez moi par exemple...

Et puis, souvenez-vous de ce je vous avait dit, à savoir qu'on en avait pour au moins un demi-siècle de réaction sur toute la ligne comme on était barré, très mal barré, donc ce n'est pas moi qui vais y changer quoi que ce soit, non, je ne suis pas non plus un mégalomane, cessez de vous méprendre sur les gens, vous vous en porterez mieux et votre entourage également, si je peux me permettre une remarque personnelle.

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

En cale sèche ou à marée basse, en marche vers le totalitarisme.

Polémique pitoyable. Ce qui est en cause : leur analyse foireuse des rapports entre les classes.

60 partis, syndicats et associations pour quelques dizaines de milliers de manifestants un samedi à Paris, c'est misérable. Mélenchon a accusé le "*parti médiatique*" de faire dans "*la*

désinformation" en minimisant le nombre de manifestants, alors qu'il s'est livré au même exercice en tirant un bilan "*fécond*" de la mobilisation de samedi. (Source : AFP 27.05)

Cela montre aussi que les organisateurs n'étaient même pas foutus de mobiliser leurs propres troupes, ce dont ils se foutent bien, à vrai dire ils en sont même soulagés.

On n'arrête pas de nous raconter des histoires depuis des décennies et des décennies et on baigne en pleine imposture, maintenant l'heure est d'en subir les conséquences et de régler nos comptes. C'est à se demander si un de ces partis ou syndicats mérite encore d'exister puisqu'aucun n'a de légitimité selon les travailleurs.

On nous avait dit que le problème résidait dans l'unité, la preuve est faite que non. Maintenant ils vont nous sortir que c'était dû à l'orientation et aux mots d'ordre qui n'étaient pas corrects ou adaptés à la situation... Foutaise, ils l'auraient été et le nombre de participants à ces manifestations aurait été encore inférieur. Comment puis-je être aussi affirmatif ? Mais parce que dans le cas contraire, cela signifierait que les conditions seraient remplies pour qu'un puissant parti ouvrier existe, or chacun sait qu'il n'existe pas.

Quel enseignement politique en tirer ? Aucun comme d'habitude du côté de nos dirigeants puisqu'ils en sont responsables. En fait, cela confirme l'analyse politique que j'ai proposée et que tous rejettent, à savoir qu'une condition déterminante au moins n'est pas remplie : Les masses ignorent que leur interprétation de leur condition est erronée, par conséquent leur mode de vie relativement confortable par rapport à ce qu'il fut autrefois ou il est ailleurs dans le monde, constitue le principal obstacle qui les empêche d'acquérir un niveau de conscience politique supérieur. Au lieu de servir de point d'appui pour mener à son terme leur lutte de classe et s'emparer du pouvoir, il a agi au contraire comme un puissant facteur qui les a solidement enchaînés au capitalisme, du coup ils ne sont pas en mesure de trouver la voie qui leur permettrait de l'affronter ou de prendre conscience qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Et le pire reste à venir, car c'est sur ce puissant facteur de corruption des esprits que s'appuie l'oligarchie pour mener toutes ses guerres, liquider tous nos acquis sociaux et politiques, disloquer le mouvement ouvrier, briser toute résistance, appliquer sa stratégie pour instaurer un nouvel ordre mondial.

L'état d'esprit des travailleurs doit être à peu près celui-là : On arrive tout de même encore à s'en sortir, et on se moque bien de savoir de quelle manière, même si ce n'est pas toujours très propre ou certains n'ont pas cette chance, on y est pour rien, donc il n'y a pas de quoi s'en faire outre mesure, d'où leur passivité. Dit autrement, à quel prix ou comment ils s'en sortent, ils s'en foutent, comme ils se foutent des conséquences qui en découlent. Ils sont engagés dans un processus d'aliénation totale dont ils sont les principaux acteurs ou les principales victimes, qui est en train de les transformer en mutants avant de devenir des zombis, ils y participent comme on part à la guerre la fleur au fusil, courant ainsi à leur perte ou s'éloignant un peu plus chaque jour de l'opportunité qui leur était offerte de conquérir leur émancipation.

Quand on en a conscience, il y a quoi être effrayé en observant que cette terrifiante perspective est en train de se réaliser, car cette orientation condamne la civilisation humaine à la barbarie ou à disparaître, ce qui revient au même.

Vous vivez en France, sortez-en, oxygénez-vous un peu le cerveau, voyez ce qui se passe dans tous les grands pays ou les plus puissants, vous observerez qu'à bien des égards la situation des travailleurs et tous les rapports sont mille fois pire qu'en France, la société est encore plus pourrie, pire encore, sans que se dessine à l'horizon le moindre espoir de changement ou de jours meilleurs, s'il existe, c'est à l'état de trace infime, au-delà règne une confusion inextricable, dont on ne voit ni comment ni quand elle pourrait disparaître, parce que les travailleurs ont abandonné

l'idée de vivre un jour dans un monde meilleur. Cette idée ne leur effleure même pas l'esprit ou avant même qu'elle ne commence à éclore, elle s'évanouit sous le poids des contraintes ou des difficultés qui les écrasent et découragent les plus déterminés, avant de les corrompre à leur tour.

C'est un peu comme s'il n'existait qu'une seule interprétation possible du monde dans lequel nous vivons, celle que nous sert l'oligarchie et ses représentants, et que tous l'avaient adoptée.

Tout semble indiquer qu'on se dirige vers un monde qui pourrait ressembler à celui qu'a décrit Thierry Meyssan récemment ou George Orwell, où les superpuissances se partageraient le monde, leurs peuples étant soumis à des régimes totalitaires ou réduits à l'état de zombie, tandis que le reste du monde qui leur servirait à s'approvisionner en matières premières, serait livré au chaos et à un état de guerre perpétuelle.

Pendant qu'on y est, on va tordre le cou à une autre idée obsolète de nos jours. Autrefois les conditions n'étaient pas remplies pour que les différents impérialistes constituent une sorte d'hyper impérialisme. De nos jours non plus, à ceci près que depuis qu'ils possèdent tous des armes nucléaires, ils ne peuvent plus envisager une confrontation armée directe qui les anéantirait réciproquement, donc ils ont dû se résoudre à se faire la guerre d'une autre manière (guerre hybride, de basse intensité, etc.) ou sur d'autres terrains, sans que l'un ou l'autre ne puisse l'emporter. Par conséquent, ils ont été contraints de s'entendre au moins sur ce plan-là.

Si cette entente informelle se substitue à cet hyper impérialisme sans pour autant constituer une unité organique ou sans en épouser la forme, en revanche elle assume les mêmes fonctions pour maintenir indéfiniment en servitude tous les peuples, en justifiant un état de guerre permanent avec toutes les implications que cela comporte en matière de lois liberticides, surveillance ou contrôle de la population, suppression des libertés individuelles et collectives, et restriction de l'accès à certains biens ou services dans le cadre de régimes totalitaires.

Francetvinfo - Plus d'une soixantaine d'associations, de partis politiques et de syndicats appelaient à manifester samedi 25 mai, partout en France. Les organisateurs de cette "Marée populaire" évoquent 250 000 participants, alors que le ministère de l'Intérieur avance le nombre de 93 000 manifestants. Dans le Journal du dimanche, le Premier ministre Edouard Philippe ironise et parle d'une mobilisation avec "un petit coefficient de marée".

A l'arrivée du cortège, place de la Bastille, les militants voulaient savoir. Les chiffres de la police et des médias les font tiquer, mais ils le reconnaissent : même ceux des organisateurs sont décevants. "Les gens sont tous pris par leurs problèmes, on les effraie facilement avec une soi-disant violence", affirme l'un d'eux. "80 000 ou 100 000, je n'irais pas discuter. Mais ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, il y a des gens qui sont descendus dans la rue et qui sont de plus en plus déterminés", affirme un autre. francetvinfo.fr 27.05

Je suis désolé d'avoir eu raison une fois de plus. J'avais annoncé que cela allait être un bardoud d'honneur...

AFP - Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Et Mélenchon en profite pour virer encore plus à droite, c'était prévisible chez cet affairiste. Vous contestez cette caractérisation ? Voilà sur quoi elle repose notamment.

AFP - Sur le fond, le député des Bouches-du-Rhône et ancien eurodéputé s'efforce de polir son discours européen. "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible", affirme-t-il, en rappelant que la France insoumise est "partie prenante et fondatrice d'une

coalition européenne qui s'appelle "+Maintenant, le peuple+" avec les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais. AFP 26.05

Ou encore.

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "Front populaire", le député de la Somme (Ruffin -ndlr) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise". Les élections européennes seront, selon lui, un "marqueur" de ce basculement. AFP 26.05

Non , vous ne rêvez pas, les élections européennes enregistrent des taux d'abstention records et il persiste à légitimer l'UE, il appelle les masses à un raz de marée populaire auquel elles ne répondent pas, pour se rabattre sur le Front populaire, l'antichambre du fascisme ou de la guerre.

Méthode Coué ou autosatisfaction.

- 26 mai: "la marée fera des petits", estime Mélenchon, qui dénonce la "désinformation" - AFP 27 mai 2018

La députée LFI Clémentine Autain a salué sur BFMTV "une mobilisation qui passe un cap formidable", évoquant un rassemblement au "caractère inédit", "des colères qui ont convergé", "des passerelles jetées entre le mouvement social, les forces politiques, le mouvement associatif, le soutien d'intellectuels et d'artistes". AFP 27 mai 2018

Le travailleur le plus privilégié, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, a de bonnes raisons de honnir Macron et son gouvernement, le monde dans lequel nous vivons, mais cela n'en fait pas pour autant un opposant résolu à rompre avec le régime ou la Ve République.

Ces gens-là pratiquent l'entre-soi, ils s'écoutent parler, ils ont les yeux rivés sur l'agenda électoral, et le reste du temps les médias leur servent gracieusement de porte-voix de manière à ce que leurs discours parviennent à ceux qu'ils ne peuvent pas atteindre... et tombent dans les oubliettes. Ils n'ont jamais convaincu qui que ce soit de quoi que ce soit qui ne l'était pas déjà auparavant, peu importe, l'illusion d'un instant leur suffit.

Après le coup d'Etat de Macron qui entend mener à son terme la transformation de la société selon les principes adoptés par le néolibéralisme, il est devenu clair pour tout le monde que toute réforme sociale ou progressiste, toute expression de la démocratie est incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste et ses institutions, dès lors elles doivent être liées à la nécessité de les abolir et de chasser Macron du pouvoir.

C'est la question du pouvoir, de l'Etat, du type de régime qui est dorénavant posée. Dans quel discours des dirigeants de LFI cela figure-t-il sans ambiguïté ? Nulle part, puisque finalement ils s'emploient à légitimer l'ordre établi.

Extraits de l'entretien que Mélenchon a donné à Libération. (liberation.fr 25.05)

Mélenchon - "La réalité globale, c'est que la France est en ébullition."

LVOG - Mais apparemment il y a une soupape de sécurité qui empêche la cocotte-minute d'exploser...

Dans une multitude de pays dans le monde c'est le cas, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Turquie ou encore aux Etats-Unis, sans parler de la quasi totalité des pays en

Afrique, au Moyen et Proche-Orient, dans de nombreux pays en Asie, au Bangladesh, au Pakistan, etc.

Mélenchon - "ce monde est pourri. Et (...) ses valeurs ne valent pas la peine d'être vécues."

LVOG - Ni d'être défendues... Le discours en apparence radical de cet illusionniste ne sert qu'à masquer ses contradictions, son refus d'affronter le régime.

Mélenchon - "la violence n'a aucune efficacité dans l'action révolutionnaire. Nulle part dans le monde, la violence n'a donné un résultat pour nous."

LVOG - Pas même en 1871 ou en 1917... En certaines circonstances, face à la violence, celui qui ne se résout pas à y recourir est voué à la subir ou capitule honteusement. C'est le cas de Mélenchon qui annonce la couleur avant même tout affrontement direct entre les classes. Quand le régime est menacé, la classe dominante recourt à la violence pour le défendre les armes à la main, donc pour la chasser du pouvoir et s'emparer du pouvoir, il n'existe pas d'autre alternative que l'imiter en prenant les armes.

Mélenchon - Notre stratégie révolutionnaire, c'est la révolution citoyenne par la Constituante. La seule voie vers le pouvoir, c'est l'élection ?

Je n'en vois pas d'autres : je suis fondamentalement républicain.

LVOG - Un républicain bourgeois adepte du parlementarisme, merci on avait compris ! Jamais dans aucun pays du monde dans le passé les travailleurs ne se sont emparés du pouvoir politique par les urnes, jamais il ne s'est produit un changement de régime après des élections, ce qui signifie que ce n'est pas son objectif.

Mélenchon - "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible. La France insoumise est partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle «Maintenant, le peuple». Les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais, des partis à plus de 10 %, sont les premiers participants. Nous comptons sur l'arrivée de formations scandinaves et la discussion est en cours avec Die Linke du Luxembourg, les Irlandais du Sinn Féin et des Hollandais.

LVOG - Que des partis bourgeois ou pro capitalistes, pro-UE, pro-ONU, pro-Otan, pro-FMI, pro-Banque mondiale, etc. qui parfois ont gouverné ou gouvernent encore localement avec la social-démocratie dégénérée, Die Linke par exemple, ce qui signifie que Mélenchon ferait la même politique.

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire.

LVOG - En guise de "*changement des institutions*", il s'agirait plutôt d'un ravalement de façade. Il entend "*défendre la démocratie parlementaire*", autrement dit le parlementarisme bourgeois qu'incarne les institutions de la Ve République. Il estime donc que le régime est démocratique, ce que ne peut pas être non plus le front populaire puisque c'est une coalition comprenant un ou des partis bourgeois. Vous voyez des partis bourgeois remettre en cause le régime, le menacer, bien sûr que non, c'est de la pure démagogie.

Libération - Cinquante ans après Mai 68, qu'en reste-t-il au lycéen que vous étiez ?

Mélenchon - Au début de ma vie politique, dans le Jura, j'ai 16 ans et je monte sur des tables pour haranguer mes camarades. J'ai été trotskiste [militant à l'OCI de 1972 à 1975] mais j'ai été radié. Ils me reprochaient de tout mélanger : le parti, le mouvement et les syndicats. Ils avaient raison ! Pour moi, ce sont des états différents de la température de conscience et non pas des cases étanches, comme ils les aiment toujours. Eux croient à l'avant-garde révolutionnaire, pas moi ! Ils ne croient pas à l'auto-organisation du mouvement populaire, moi si ! Et cela, je l'ai appris en Mai 68. J'y suis fidèle.

LVOG - Mai 68, quelle horreur, c'était demeurer "fidèle" au régime, ce que confirmera avec éclat les élections de 1969 ! Il y a du vrai dans sa critique, mais il confond tout, "l'auto-organisation du mouvement populaire" pas plus que le front populaire ou la "révolution citoyenne" n'a jamais permis aux travailleurs d'un pays de prendre le pouvoir, pas même en 1905 en Russie. En revanche, une "avant-garde révolutionnaire" profondément enracinée dans les masses était parvenue à prendre le pouvoir par une révolution dans la rue et non dans les urnes en 1917 en Russie jusqu'en 1923-24, en s'appuyant sur "l'auto-organisation du mouvement populaire", les soviets ou comités.

Quand le tsar fut chassé du pouvoir en février 1917, c'est un front populaire qui prit le relais. Jusqu'à sa chute, il refusera obstinément d'exproprier les propriétaires fonciers et les capitalistes, et estimant que les masses n'étaient pas prêtes pour la démocratie, il décida que c'était au tour de la bourgeoisie de gouverner. Le parti de l'avant-garde, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky s'y opposa et n'y participa pas. Il convainquit et conquiert les masses ou la majorité des soviets, ce qui permet de mener à son terme la révolution prolétarienne, tout en liquidant ce qui restait des institutions bourgeoises ou de l'Ancien Régime, dont l'Assemblée constituante qui servait de repère à la réaction et à ses complices pour mener la guérilla contre le gouvernement ouvrier révolutionnaire, le nouvel Etat ouvrier, socialiste.

C'est cette avant-garde organisée qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui et dont Mélenchon ne veut pas entendre parler, ce qui se comprend très bien, puisqu'il ne partage pas ses objectifs politiques, dont l'abolition du capitalisme et ses institutions.

Mélenchon oppose l'avant-garde consciente du processus historique inconscient à "*l'auto-organisation du mouvement populaire*", alors que nous considérons qu'ils sont complémentaires, et contrairement à lui, nous avons retenu la leçon que si l'avant-garde ne pouvait pas se substituer à l'organisation indépendante des masses, cette dernière ne pouvait pas non plus se substituer au parti ouvrier révolutionnaire. Mieux, l'organisation indépendante des masses était vouée à l'échec si l'avant-garde n'avait pas conquis la confiance et la direction des masses pour orienter leur combat, parce que seules les masses ne peuvent pas atteindre le niveau de conscience politique requis pour prendre le pouvoir et le conserver ni aucun autre acteur, sinon cela se saurait et nous n'en serions pas là aujourd'hui

Le discours (et le programme) de Mélenchon est un tissu de confusions et de contradictions, de mensonges et de vérités ou en permanence il tient un double langage, l'oeuvre d'un faussaire ou d'un aventurier qui cherche à tout prix à se concilier les tenants du régime en place, qui de leur côté ont parfaitement compris qu'il ne constituerait pas une réelle menace pour le régime.

Pour en revenir à la situation sociale et politique, deux choses font défaut à l'heure actuelle pour envisager une issue politique favorable aux travailleurs ou avancer dans cette voie.

L'avant-garde qui est disloquée ou demeure trop faible, pour n'avoir pas su encore tirer toutes les leçons de la lutte de classes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, rectifier la multitude d'erreurs qu'elle a commises, elle en est encore à refuser de l'admettre, ce qui signifie que cette question est loin d'être réglée, hélas !

Et l'élévation du niveau de la conscience des masses pour qu'elles modifient leur orientation politique ou envisagent la rupture avec le capitalisme et ses institutions ou qu'il existe une alternative au capitalisme, de sorte que l'attention qu'elles porteraient au discours de l'avant-garde s'en trouverait modifiée, ainsi que leurs rapports qui favoriseraient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui de ce fait pourrait enfin assumer son rôle au sein du mouvement ouvrier et de tous les organismes politiques indépendants que les masses créeraient au cours de la lutte de classe et du processus révolutionnaire, pour en conquérir la direction et les porter au pouvoir à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire.

L'alliance de l'avant-garde consciente, socialiste, révolutionnaire, avec les masses, c'est la combinaison gagnante, toute autre combinaison s'est toujours avérée perdante, il n'existe aucune exception.

Dès lors la question qui est posée à chaque militant ou travailleur est simple : Souhaitez-vous faire partie indéfiniment des perdants avec Mélenchon et consorts, ou préférez-vous vous tourner vers l'avant garde qui malgré ses faiblesses incarnent le camp des gagnants ?

Si vous décidez de vous tourner vers l'avant-garde, vous pouvez prendre contact ou rejoindre le POID qui est le parti qui l'incarne le mieux à l'heure actuelle ou le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE dont il est à l'initiative.

Ne vous hâtez pas de rejeter cette proposition, ne commettez pas cette erreur, faites preuve de mesure ou de discernement, car vous devez savoir que s'il disparaissait, il n'existerait plus aucun parti en France pour incarner l'avant-garde, dans ce cas-là puisque la jonction entre un mouvement populaire et l'avant-garde deviendrait impossible, cela signifierait que la société (et le reste du monde, oui, rien de moins il faut en avoir conscience) s'enfoncerait inexorablement dans la barbarie, à l'instar des Etats-Unis, est-ce ce que vous souhaitez pour vous, vos enfants ou petits-enfants, réfléchissez bien avant de prendre votre décision.

N'allez pas imaginer que je vous raconterais des histoires ou que je chercherais à vous influencer, est-ce dans mes habitudes, franchement. Non, je joue cartes sur table avec vous. En Italie aussi il a existé de puissants partis ouvriers, un puissant parti socialiste, un puissant parti communiste, ils ont trahi, il a également existé une puissante avant-garde au sein du mouvement ouvrier qui hélas s'est fourvoyée, depuis ils ont tous disparu, et vous avez observé ce qu'ils ont récolté. Vous pouvez faire le même constat ailleurs. Ne perdez pas de vue non plus qu'aucun gouvernement en Europe ou dans le monde n'a rompu avec le régime néonazi en place en Ukraine ou d'extrême droite en Israël, aux Etats-Unis...

Macron n'est qu'un avant-goût de ce qui vous attend si vous ne réagissez pas maintenant, car plus tard il sera trop tard.

Tous les mouvements ou coalitions qui se sont constitués sur les cendres des PS et PC n'ont eu pour fonction qu'empêcher la jonction de la classe ouvrière avec les classes moyennes, qu'empêcher que leurs éléments les plus avancés se rassemblent dans un parti révolutionnaire.

Ces mouvements ou coalitions n'ont été que les avatars populistes de ces partis, au point de frayer la voie à l'extrême droite qui incarne le populisme par excellence, dépouillée de ces complexes. Et qu'ont-ils fait croire ces mouvements ou coalitions de partis, sinon que le capitalisme était réformable, alors qu'il ne l'est pas. Quel discours sur le fond tient l'extrême droite ? Le même. Et Macron ne dit pas autre chose.

Il y a quelque chose qui caractérise tous ces dirigeants ou partis : l'imposture permanente et un cynisme sans fond, qui unit engendrent des monstres d'inhumanité, ce qu'ils s'emploient à démontrer quand on les observe attentivement ou qu'on a un peu de mémoire.

Leurs discours sont faits pour flatter les ignorants afin de les tromper, malheur à ceux qui ont la faiblesse de ne pas en tenir compte ou qui leur trouvent des qualités !

Allez, Mélenchon en a rajouté une grosse couche.

- Mélenchon joue la carte de l'unité et veut dialoguer avec la gauche, divisée - AFP 26.05

Tournant stratégique et prélude à une convergence des gauches ? Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Entendez par "*progressiste*", les cloportes qui ont fait toute leur carrière au PS, qui y sont encore ou qui l'ont quitté quand il coulait sans modifier quoi que ce soit à leur idéologie.

En famille. LREM et PS au chevet de l'UE, avec les compliments du FMI. (lire plus loin)

- Macron rend hommage au président italien Mattarella - Reuters 29.05

- Italie: le PS soutient la décision d'écarter un ministre eurosceptique, une "folie antidémocratique" pour LFI - AFP 29.05

Le porte-parole du Parti socialiste Boris Vallaud a soutenu, lundi sur Europe 1, la décision du président italien de s'opposer à la nomination d'un ministre eurosceptique. AFP 29.05

Macron toujours bien avisé !

C'était avant la nomination de Carlo Cottarelli...

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

Ils osent tout. Qui a dit ?

- «Si on veut garder demain le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être complices de ce qui se passe.» (liberation.fr 27.05)

Réponse : Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

Deux jours plus tard, une autre raclure lui emboîte le pas.

- Julien Denormandie, secrétaire d'État chargé de la Cohésion des territoires, a appelé les manifestants à faire preuve de « vigilance » afin d'éviter l'irruption de casseurs dans les cortèges... (Invité de L'Épreuve de vérité, diffusée sur Public Sénat en partenariat avec Radio Classique, Les Échos et l'AFP - Publicsenat.fr 28.05)

Collomb n'a rien trouvé de mieux que transférer ses responsabilités sur les manifestants pour finalement les assimiler à des casseurs.

C'est le comble de l'infamie, lorsque l'on sait que ces "casseurs" s'intercalent volontairement entre les CRS et les manifestants pour que ces derniers soient arrosés de bombes lacrymogènes ou soient également tabassés par les forces de l'ordre.

Ils ont pour fonction de briser ces manifestations et donner une image détestable du mouvement ouvrier.

La question serait plutôt de savoir pourquoi les CRS les laissent se regrouper ou ne les arrêtent pas, avant qu'ils se livrent à des actes violents ou cassent n'importe quoi en toute impunité.

La concurrence est rude...

- Affiches d'Erdogan retirées : «Parfaitement inacceptable», estime Macron - Le Parisien 28 mai 2018

En cause, une affiche de l'hebdomadaire Le Point-BHL présentant le président turc Recep Tayyip Erdogan comme un dictateur, arrachée ou recouverte dans différents kiosques apparemment par des partisans d'Erdogan. Macron et la couche d'oligarques qu'il représente, ne digèrent décidément pas qu'Erdogan s'oppose à leur plan en Syrie et se soit rapproché de la Russie...

Et les zélés apprentis dictateurs ne manquent pas.

- SNCF: "Les syndicats ont intérêt à arrêter la grève", selon le rapporteur (LR) au Sénat - AFP 29.05

Comment le légitimer ? En bidouillant un faux sondage.

- SNCF: la grève n'est pas justifiée pour la majorité des personnes interrogées - AFP 27.05

La grève à la SNCF, qui dure depuis le 3 avril, n'est pas justifiée pour 58% des personnes interrogées pour un sondage Ifop dans Le Journal du Dimanche. AFP 27.05

Ils osent tout ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- Emmanuel Macron reconnaît le caractère antisémite d'un meurtre commis en 2003 - Le HuffPost 28.05

Le président Emmanuel Macron a reconnu, dans un courrier adressé au député Meyer Habib, le caractère antisémite du meurtre en 2003 de Sébastien Selam, le comparant à l'assassinat de Mireille Knoll, indique la lettre rendue publique dimanche... Le HuffPost 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", affirme Griveaux - AFP 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", qui, "sans doute, n'a pas voté aux dernières élections" a affirmé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. AFP 28.05

Fabrication du consentement en totalitarisme.

- Jour J pour la protection des données en Europe, déjà des plaintes - AFP 25.05

Un arsenal de nouvelles règles est entré en application vendredi dans l'UE pour mieux protéger les données personnelles à l'ère numérique, suscitant sans tarder de premières plaintes contre des géants comme Facebook et Google déjà accusés de les enfreindre.

Le "Règlement général sur la protection des données" (RGPD) prévoit des droits renforcés pour les internautes et des sanctions inédites en cas d'abus, dans un contexte marqué par le scandale planétaire qui a impliqué le réseau social américain dirigé par Mark Zuckerberg.

Cette législation impose à toute entreprise, sur internet ou non, de demander un "consentement explicite et positif" pour utiliser des données personnelles collectées ou traitées dans l'UE. Elle donne aussi aux citoyens le "droit de savoir" quand leurs données sont piratées, comme lors de la fuite massive subie par la société Uber en 2016.

"Vous avez probablement vu ces fenêtres contextuelles qui s'affichent partout, disant: +vous devez accepter, sinon vous ne pourrez pas utiliser ce service+. Or le RGPD interdit explicitement cela", a dit à l'AFP le juriste autrichien Max Schrems, déplorant un "consentement forcé" à ces nouvelles règles d'utilisation, justement modifiées pour respecter la loi européenne. AFP 25.05

C'est plus que chiant, c'est du harcèlement, plus d'un va cliquer sur OK directement et va se retrouver envahi de pubs. J'ai eu la patience d'ouvrir toutes les fenêtres sur Yahoo et de tout virer. A vrai dire, je ne me démerde pas mal, je n'ai jamais une fenêtre qui s'ouvre à mon insu ou une pub qui vient envahir l'écran, cela ne m'arrive jamais.

Le seul truc qui m'est arrivé dernièrement, c'est l'impossibilité d'accéder à YouTube, écran blanc ou vide! Pourquoi, je n'en sais rien, je ne suis pas parvenu à résoudre le problème, je pense qu'ils ont dû actualiser leur fichier et supprimer les lignes correspondant aux anciens système d'exploitation comme XP que j'utilise toujours parce que je le trouve plus pratique ou rationnel, car en revanche avec le portable qui fonctionne sous le système 7 de microsoft je n'ai pas ce problème. Cela doit être fait exprès pour qu'on soit obligé d'adopter un système d'exploitation plus récent.

Quant à Outlook qui me sert pour le courrier, c'est devenu l'horreur, l'écran saute, est tronqué... Je vais peut-être à nouveau retourner sur Yahoo en créant une nouvelle adresse. Ils nous pourrissent vraiment la vie ces cinglés !

ACTUALITE EN TITRES

La question est de savoir pourquoi après l'avoir combattu féroce, la classe dominante en fait la promotion.

- Les Irlandais disent oui à la libéralisation de l'avortement - AFP 26.05

Quand le monarque "veut" ou se prend pour le maître du monde.

Quand on sait qu'on a affaire à un pantin, c'est dingue !

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

- Macron veut ancrer la Russie de Poutine en Europe - AFP 25.05

- France-Russie : Macron rassure les milieux d'affaires - euronews 26.05

- Dégeler Poutine, pas une mince affaire pour Macron - LeParisien.fr 25.05

Chut, ils complotent !

- Proposition de loi "secret des affaires": accord entre députés et sénateurs - AFP 25.05

Médiacrasse.

- Orlando Sierra, de l'AFP, photographe de l'année au Honduras - AFP 25.05
- L'agence de presse publique russe Ria Novosti interdite en Ukraine - AFP 24.05

Mafia des affaires.

Ils épongent les dettes, et ensuite, une fois devenu plus présentable, ils privatiseront.

- SNCF: l'Etat reprendra 35 milliards d'euros de dette, dont 25 milliards en 2020, selon l'Unsa. - AFP 25.05

Le gang des banquiers à l'oeuvre.

- Onze milliards d'euros blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 - Reuters 26.05

Plus de 11 milliards d'euros ont été blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 par le biais des banques du pays, a rapporté vendredi la cellule du renseignement financier de la police estonienne (FIU). Reuters 26.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Conflit social Annulation d'un spectacle à la Comédie-Française - Liberation.fr 29.05

La Comédie-Française tentait lundi de trouver une issue pour mettre fin à une grève «illimitée» d'une partie des techniciens, qui a provoqué samedi l'annulation de la première de la Locandiera de Carlo Goldoni (sur une mise en scène d'Alain Françon), a indiqué la direction. Entamé le 22 mai, le mouvement de grève porte «sur plusieurs revendications dont l'une uniquement liée au service machinerie», a précisé un communiqué du théâtre public. Liberation.fr 29.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Espagne Le Parti populaire condamné pour corruption, Rajoy menacé - Liberation.fr 26 mai 2018

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, s'est retrouvé isolé vendredi, menacé par une motion de censure de l'opposition socialiste et lâché par ses alliés centristes de Ciudadanos, après la condamnation de son parti conservateur dans un méga procès pour corruption.

Le Parti socialiste (PSOE) a déposé cette motion de censure dans la matinée à la Chambre des députés pour renverser Rajoy et former un gouvernement à sa place. Pour réussir, elle devra être votée par 176 députés, une majorité absolue que le PSOE ne pourrait rassembler qu'en s'alliant à la gauche radicale de Podemos et aux petits partis nationalistes - dont les séparatistes catalans, contre lesquels le numéro 1 des socialistes, Pedro Sánchez, a pris position ces derniers mois.

Le parti libéral Ciudadanos, devenu le principal rival de Rajoy dans les sondages, a, lui, immédiatement annoncé qu'il s'opposerait à cette motion de censure mais a exigé en revanche des élections anticipées. «La condamnation du gouvernement pour corruption a mis un terme à la législature, a lancé le chef de Ciudadanos, Albert Rivera, dans un tweet. Nous avons besoin d'un gouvernement propre et fort qui affronte le défi séparatiste. Ou Rajoy convoque des élections, ou le Congrès le fera.» Liberation.fr 26 mai 2018

2- Italie.

Nouveau coup d'Etat de l'oligarchie en Italie.

2.1- Un nouveau Premier ministre à la manoeuvre en Italie - euronews 29 mai 2018

En Italie, le nouveau Premier ministre par interim Carlo Cottarelli est donc à la manoeuvre. Et il doit rapidement proposer un nouveau gouvernement, lequel devrait cependant avoir peu de chance d'obtenir la confiance du parlement dominé par les partis de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles.

Le principal objectif de Carlo Cottarelli, ancien haut responsable du FMI, surnommé Monsieur Ciseaux pour son rôle dans la réduction des dépenses publiques en 2013-2014, sera de préparer de nouvelles élections, et en attendant de faire passer le vote du budget et de tenter de rassurer les marchés après deux mois et demi de crise.

Des législatives anticipées pourraient avoir lieu après le mois d'août si son gouvernement n'obtient pas la confiance du parlement et qu'il doit simplement gérer les affaires courantes. euronews 29 mai 2018

La veille.

2.2- Nouvelle impasse en Italie après le retrait de Giuseppe Conte - Reuters 28 mai 2018

Giuseppe Conte, choisi par le Mouvement 5 Etoiles (M5S, populiste) et la Ligue (extrême-droite) pour occuper la fonction de président du Conseil, a renoncé dimanche à former un gouvernement, après que le président italien a refusé d'accepter l'économiste Paolo Savona comme ministre des Finances en raison de son hostilité pour l'euro et les institutions européennes.

Cette décision pourrait déclencher une crise constitutionnelle et semble rendre inévitable la tenue de nouvelles élections législatives cette année.

Le président de la République, Sergio Mattarella, a été accusé par les dirigeants du M5S et de la Ligue d'avoir trahi la constitution et de répondre aux ordres des puissances européennes.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, qui a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des élections du 4 mars mais n'a pas obtenu de majorité, a demandé la destitution de Mattarella.

"J'ai accepté toutes les nominations, sauf celle de ministre de l'Economie", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une allocution télévisée au ton grave.

"Pour ce ministère, j'ai demandé aux partis de la coalition une personnalité politique autoritaire n'étant pas considérée comme partisane d'une ligne qui pourrait provoquer la sortie de l'Italie de la zone euro", a ajouté Mattarella.

Quelques instants après cette allocution, un ancien haut responsable du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, a été convoqué par le chef de l'Etat pour une réunion lundi matin.

Ce rendez-vous pourrait signifier que Mattarella compte demander à Cottarelli de former un gouvernement de transition composé de techniciens et chargé d'élaborer avant la fin décembre le budget 2019, notamment pour éviter une hausse automatique de la TVA en cas de creusement du déficit.

Les marchés, inquiétés par la constitution d'un gouvernement eurosceptique dont la politique menacerait les fragiles finances publiques italiennes, pourraient être rassurés par l'éventuelle nomination de Cottarelli.

Si le gouvernement venait à ne pas obtenir le soutien du Parlement, il resterait en place pour expédier les affaires courantes et de nouvelles élections seraient organisées en septembre ou en octobre.

D'après les derniers sondages, de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue, qui a remporté 17% des voix en mars, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Le dirigeant de la Ligue, Matteo Salvini, a réagi avec colère à la décision de Sergio Mattarella de ne pas accepter que Paolo Savona prenne le portefeuille de l'Economie.

"Si Berlin, Paris ou Bruxelles ne donne pas son accord, un gouvernement ne peut pas être formé en Italie. C'est une absurdité, et je demande au peuple italien de nous soutenir parce que je veux ramener la démocratie dans ce pays", a-t-il dit à des journalistes.

Luigi Di Maio a demandé que le Parlement vote la destitution de Sergio Mattarella.

"Ce soir, il est vraiment difficile de croire en nos institutions et aux lois de l'Etat", a dit le dirigeant du M5S.

Il faut que le président soit destitué pour haute-trahison parce qu'il a agi sous la pression étrangère, a déclaré le dirigeant du parti nationaliste Frères d'Italie, qui avait noué pour les élections une alliance avec la Ligue et Forza Italia.

"C'est un conflit institutionnel sans précédent", a déclaré Matteo Salvini dans une vidéo diffusée en direct sur Facebook.

Avant même la fin de la réunion entre Mattarella et Conte dimanche, le dirigeant de la Ligue avait annoncé, sans confirmer le veto présidentiel, que la seule solution désormais était la tenue de nouvelles élections législatives.

"Dans une démocratie, si nous sommes toujours en démocratie, il n'y a qu'une seule chose à faire, laisser les Italiens avoir leur mot à dire", a dit Salvini devant des partisans rassemblés dans le centre de l'Italie.

Avant l'annonce du retrait de Giuseppe Conte, Paolo Savona avait tenté de répondre aux inquiétudes liées à ses positions.

"Je veux une Europe différente, plus forte, mais plus équitable", a déclaré dimanche l'économiste de 81 ans dans ses premiers commentaires publics.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir placé la note à long terme Baa2 de l'Italie sous surveillance avec implication négative. L'agence de notation craint les retombées sur les finances publiques des projets budgétaires de la nouvelle coalition au pouvoir. Reuters 28 mai 2018

2.3- Italie : qui est Carlo Cottarelli, alias «monsieur ciseaux», convoqué par le président ? - lefigaro.fr 28.05

Âgé de 64 ans, Carlo Cottarelli est diplômé en économie à l'université de Sienne (Toscane) et à la London School of Economics. Après six ans passés dans la division chargée du secteur financier et monétaire à la Banque d'Italie, il a été un haut responsable au Fonds monétaire international (FMI) et s'est vu attribuer le surnom de «Monsieur Ciseaux» quand il a été chargé de la révision des dépenses publiques par le gouvernement d'Enrico Letta (centre gauche) en 2013. Le successeur de M. Letta, Matteo Renzi, l'a ensuite nommé au FMI où il a assumé les fonctions de directeur exécutif pour l'Italie, la Grèce, et Malte, entre autres pays, avant de quitter ses fonctions en octobre 2017. Il est depuis cette date le directeur de l'Observatoire des comptes publics, multipliant à ce titre les mises en garde sur le coût économique du programme de gouvernement signé par le Mouvement cinq Etoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite). Interviewé par Les Échos en milieu de semaine, il évaluait son coût entre 110 et 150 milliards d'euros.

«Un Monsieur Personne qui représente la finance internationale», a dit de lui dimanche soir Matteo Salvini, le patron de la Ligue, dans une vidéo sur Facebook. «Il est un de ces experts donneurs de leçons qui nous ont accablés en taillant dans la santé, l'éducation, l'agriculture», a lancé de son côté Luigi Di Maio, chef de file du M5S devant ses partisans réunis à Fiumicino, près de Rome.

Spécialiste de finances publiques, M. Cottarelli avait multiplié les interviews mettant en garde contre les dérives financières potentielles contenues dans le «contrat de gouvernement» adopté par la Ligue et le M5S. lefigaro.fr 28.05

3- Slovaquie

- Des preuves détruites dans le meurtre d'un journaliste slovaque - Reuters 26.05

La police slovaque pourrait avoir détruit, par inadvertance ou par négligence, des preuves sur les lieux du meurtre du journaliste d'investigation Jan Kuciak, a annoncé vendredi l'avocat de la famille, Daniel Lipsic. Reuters 26.05

4- Venezuela

- Venezuela: l'UE va imposer de nouvelles sanctions "ciblées et réversibles" - AFP 28.05

L'Union européenne a décidé lundi d'imposer de nouvelles sanctions "restrictives, ciblées et réversibles" contre le régime au pouvoir au Venezuela afin de sanctionner les nombreuses irrégularités constatées lors de l'élection présidentielle remportée par Nicolas Maduro. AFP 28.05

5- Inde

- L'Inde fait fi des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela - AFP 28.05

L'Inde continuera à commercer avec l'Iran et le Venezuela malgré les menaces que font peser sur ses entreprises les sanctions américaines contre ces deux pays, a déclaré lundi la ministre des Affaires étrangères Sushma Swaraj. AFP 28.05

6- Nicaragua

- Nicaragua : 86 morts et plus de 860 blessés - euronews 29.05

42e jour de crise au Nicaragua et ce bilan, 86 morts et plus de 860 blessés dans les manifestations antigouvernementales. L'opposition et le président Daniel Ortega seraient cependant tombés d'accord hier pour reprendre le dialogue... euronews 29.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Nouveau record de détenus dans les prisons françaises, avec 70.633 personnes incarcérées - AFP 25.05

Le nombre de détenus a atteint un nouveau record au 1er mai, avec 70.633 personnes incarcérées dans les prisons françaises, qui souffrent d'une surpopulation chronique, selon des chiffres officiels publiés vendredi. AFP 25.05

2- Sénégal

- Les Sénégalais réclament justice pour un étudiant tué - euronews 26.05

Des milliers d'étudiants défilent en colère, dans plusieurs villes du Sénégal. Ils exigent une amélioration de leurs conditions de vie, et réclament "justice" pour la mort d'un des leurs, tué par les gendarmes lors de manifestations il y a 10 jours.

3- Brésil

3.1- L'armée mobilisée au Brésil pour lever les barrages routiers - AFP 26 mai 2018

Le gouvernement brésilien a haussé le ton vendredi face à la grève des routiers qui paralyse tout le pays depuis le début de la semaine, en mobilisant l'armée pour lever les centaines de barrages dans le pays.

Le président Michel Temer a annoncé en début d'après-midi dans une allocution télévisée au ton solennel "avoir mobilisé les forces de sécurité" pour dégager les routes du pays.

Le ministre de la défense, Joaquim Silva e Luna, est allé plus loin en affirmant deux heures plus tard que l'armée agirait de façon rapide, coordonnée et énergique (...) pour libérer la circulation dans des zones critiques" comme les raffineries et les aéroports.

Dans un communiqué conjoint, les leaders des principaux syndicats du pays ont affirmé que "la décision du gouvernement de mobiliser l'armée comme instrument de répression" revenait à "tenter d'éteindre l'incendie avec de l'essence".

Peu avant, la mairie de Sao Paulo, capitale économique du pays, a décrété l'état d'urgence, une mesure extrême permettant notamment de réquisitionner du combustible.

3.2- Grève des routiers au Brésil: Temer cède pour éviter le chaos - AFP 28.05

Le président brésilien Michel Temer a cédé dimanche aux revendications des routiers grévistes, qui paralysent depuis une semaine le pays sortant à peine d'une récession historique.

3.3- Grève des routiers au Brésil: le pays toujours paralysé malgré les concessions du président - AFP 29.05

Le Brésil restait quasiment paralysé mardi, au neuvième jour de grève des routiers, malgré "l'absolue conviction" affichée par le président Michel Temer que le mouvement touchait à sa fin.

4- Franc-maçonnerie

- Sayyid Qutb était franc-maçon - Réseau Voltaire 28 mai 2018

L'historien égyptien Helmi Nimnim vient de publier une nouvelle biographie du théoricien du jihad au sein des Frères musulmans, Sayyid Qutb (1906-66). Le livre reproduit un article du maître intitulé « Pourquoi je suis devenu franc-maçon », paru dans la revue al-Taj al-Masri (la « Couronne d'Égypte »), le 23 avril 1943.

L'article a été publié avant son voyage aux États-Unis et son adhésion aux Frères musulmans.

Par le passé, de nombreux auteurs ont mis en évidence les ressemblances entre les cérémonies d'initiation des deux confréries (les Frères musulmans et la Franc-maçonnerie), mais c'est la première fois que la preuve de l'appartenance maçonnique de Sayyid Qutb est apportée.

À cette époque, les loges égyptiennes étaient directement contrôlées par les services secrets britanniques. Le roi Farouk en était membre.

La question de la possible appartenance de Qutb à la CIA reste, quant à elle, ouverte. Réseau Voltaire 28 mai 2018

Comme quoi Trotsky avait eu raison de dire qu'il fallait les brûler !